

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du -7 AVR. 2016

mettant en demeure la société TRANSMETAUX à Biblisheim,
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Région Alsace – Champagne Ardenne – Lorraine,
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est,
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : " Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels " ;
- VU les récépissés de déclaration n° 10200810 du 1^{er} octobre 2008, n° 11201013 du 9 novembre 2010 et n° 01507 du 19 mars 2015 ;
- VU le récépissé de dépôt de plainte du 4 février 2016 dénonçant des émissions sonores gênantes en provenance du site de la société TRANSMETAUX à Biblisheim ;
- VU le rapport du 9 mars 2016 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace – Champagne Ardenne - Lorraine, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société TRANSMETAUX, dénommée ci-après "exploitant", exerce sur son site à Biblisheim des activités de broyage de déchets non dangereux inertes relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne procède pas une mesure du niveau de bruit et de l'émergence au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 8.4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société TRANSMETAUX dont le siège social est 17, rue du Wahl à Mertzwiller et les installations sont sises 10, route de Walbourg à Biblisheim est mise en demeure de respecter sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé, reprises ci-après :

« Article 8.4 – Mesure de bruit

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié. »

(Cette campagne de mesure sera effectuée lorsque les installations de broyage concassage de déchets non dangereux seront en fonctionnement)

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L.171-7 et -8 du Code de l'Environnement.

Article 3 :

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-Préfet de Haguenau-Wissembourg,
- le Maire de Biblisheim,
- le Gérant de la société Transmétaux,
- la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace Champagne-Ardenne Lorraine (service de l'inspection des installations classées),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

P le Préfet,
Le Secrétaire Général



Christian RIQUET

Délais et voies de recours

Article R.514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.